

**COMMENTAIRES DE DAVID G. DORION INSPIRÉS DES RÉPONSES DU
QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE TENUE
LE 13 SEPTEMBRE 2016 À GUELPH, SOUS LE PARRAINAGE DE
LLOYD LONGFIELD**

1. Aujourd'hui, tous les citoyens admissibles ont le droit de vote. Le système majoritaire uninominal à un tour existe depuis plus de 150 ans et le Canada n'est pas devenu un état totalitaire ni une république de bananes. Alors, pourquoi changer quelque chose pour un système inconnu?
2. Je commence à mieux connaître d'autres systèmes. Je suis très incertain des effets de la représentation proportionnelle, et même encore plus après avoir entendu M. Holland décrire les étapes de création d'un nouveau système. Quand les défenseurs d'un nouveau système n'en définissent pas les effets sur la gouvernance, ou sont incapables de le faire, je pense qu'on plonge vers l'inconnu. Ou est-ce le but, parce que les résultats d'un scrutin proportionnel avantageraient les partis centralisateurs aux élections [bonjour le Parti libéral du Canada]?

Pour B et C, voir point 2 plus haut

3. Je peux l'accepter si Élections Canada ne se politise pas, sans quoi la fraude trouverait un terrain fertile. [Je suis fâché d'entendre le directeur général des élections dire qu'un référendum coûterait cher, et insinuer qu'on ne devrait pas en tenir un. C'est déplacé venant de l'employé d'une institution démocratique.]
4. Le vote en ligne, à l'heure actuelle, présente trop de risques de fraude.
5. Chaque citoyen admissible a le droit de voter ou pas. Je préfère de loin voir des électeurs qui s'abstiennent que des électeurs mal informés qui décident de l'avenir du pays.

Autres commentaires

Ce qui compte pour moi, c'est de se demander quel genre de pays on veut. Je veux une nation où les citoyens peuvent compter sur eux-mêmes et sur l'État, seulement dans des cas spéciaux. Ce n'est pas la direction que nous, en fait tout l'occident, sommes en train de prendre parce que nos attentes sont converties en besoins, ce qui gonfle les budgets de l'État. Nous faisons proliférer les gouvernements à tous les niveaux, fédéral, provincial, régional et municipal, où les emplois administratifs se sont multipliés d'un coup contrairement à l'ensemble des emplois. En plus, il y a beaucoup d'ONG qui comptent sur le financement de l'État à des degrés variés. Il faut ajouter que ces employés, spécialement quand ils sont syndiqués, sont foncièrement en conflit avec le grand public dès qu'il est question de rémunération.

Le Canada est un pays diversifié et la géographie est un facteur important. En plus, nos politiques d'immigration sont relativement souples quand on les compare à la norme ailleurs dans le monde et elles ont été bénéfiques, et en effet nécessaires, pour notre développement et vont le rester aussi longtemps que l'évolution culturelle inévitable peut suivre son cours plus naturellement par la force des choses que par des décrets à n'en plus finir. Avec la structure de notre confédération, comme on l'a mentionnée plus haut, notre appareil gouvernemental nous coûte plus cher et est en partie responsable de notre contre-productivité.

Peu importe ce que nous faisons de notre mode de scrutin, nous devons être conscients de notre bilan économique en fonction de la croissance des revenus par habitant. Sinon, notre rêve d'une « Grande société » a peu de chance de se réaliser.

David G Dorion

Guelph (Ontario)

14 septembre 2016